

Dynamiques et enjeux des nouveaux accords de libre-échange transrégionaux : Europe, Amérique du Nord, Asie

Conférence internationale organisée par le **CERVEPAS/CREW EA4399**
(Centre d'Etude et de Recherche sur la Vie Economique des Pays Anglophones)

<http://cervepas.univ-paris3.fr>

<http://www.univ-paris3.fr/ea-4399-center-for-research-on-the-english-speaking-world-crew--23046.kjsp>

Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3 – 21-22 novembre 2014

L'émergence d'accords de libre-échange transrégionaux est aujourd'hui une tendance marquante du système d'échanges internationaux. Au cours des dernières années, une douzaine de pays d'Asie du Sud-Est et du continent américain, qui représentent à eux seuls près de 40% du PIB mondial ont participé aux négociations du Partenariat Transpacifique (*TransPacific Partnership*, TPP), un accord de « dernière génération » qui couvre une grande diversité de barrières non-tarifaires et de domaines réglementaires. En 2013, les Etats-Unis et l'Union Européenne ont relancé les négociations d'un accord de libre-échange transatlantique (*Transatlantic Trade and Investment Partnership*, T-TIP), réaffirmant ainsi la volonté de faciliter les échanges et d'harmoniser les politiques réglementaires entre les deux superpuissances. L'Accord de libre-échange entre l'UE et le Canada signé en 2013 incarne lui aussi cette ambition de resserrer les liens économiques transatlantiques.

Cette conférence internationale à l'Université Sorbonne Nouvelle (Paris 3) a pour objet d'analyser les implications politiques, économiques et sociales du nouveau courant transrégional qui domine l'économie politique internationale. La nature même du régionalisme a considérablement évolué depuis le XIXe siècle, renouvelant ainsi les débats économiques et politiques sur ses qualités intrinsèques. Si certains cycles de régionalisme ont peut-être contribué à stimuler les échanges internationaux et ont, par conséquent, fait partie intégrante du processus de mondialisation – à la fin du dix-neuvième siècle comme à la fin du vingtième – d'autres cycles ont eu pour objet de fragmenter l'économie mondiale en plusieurs blocs économiques (rattachés à des empires coloniaux ou des alliances géopolitiques durant la Guerre Froide). Doit-on interpréter la nouvelle vague de transrégionalisme comme la dernière étape d'un système d'échanges mondial en construction, ou comme un repli protectionniste face à la mondialisation, avènement d'un « monde parcellaire » (*gated globe*) comme l'affirme le magazine *The Economist* ?

Quels sont les déterminants systémiques, étatiques et sociétaux à l'origine de ce phénomène ? Certains analystes ont remis à jour la théorie de la stabilité hégémonique et interprété ce courant comme le résultat logique de changements structurels au sein de l'économie mondiale, au sein de laquelle l'émergence de la Chine viendrait menacer le régime de libre-

échange érigé sous l'hégémonie américaine. D'autres se concentrent sur l'échelle étatique et interprètent le transrégionalisme comme un nouveau terrain de rivalités géopolitiques. D'autres encore, analysent la mobilisation des groupes nationaux et transnationaux pour conclure que les accords transrégionaux ne seraient que la dernière étape du capitalisme mondial, un « double mouvement » ou une « nouvelle lutte des classes » qui opposeraient les intérêts du capital aux peuples. Ces différentes perspectives permettent de poser la question de la place et du rôle des économies du monde anglophone dans les reconfigurations à l'œuvre.

Il apparaît d'autant plus vital de comprendre les tenants et les aboutissants des accords de libre-échange contemporains dans la mesure où ils incluent une grande diversité de clauses intérieures (*behind the border*) – de la protection des droits de propriété intellectuelle aux marchés publics en passant par les normes sanitaires et phytosanitaires, les normes sociales de travail et sur l'environnement, la confidentialité des données, etc. – qui soulèvent de nombreuses questions sur les tensions entre capitalisme et démocratie. Ainsi, les débats sur les retombées du régionalisme ne peuvent plus se résumer à de simples dichotomies qui opposent création d'échanges et détournement des flux, ou libre-échange et protectionnisme. Étant donné le poids économique des partenaires commerciaux concernés, les accords de libre-échange transrégionaux s'apparentent à de véritables processus d'institutionnalisation, des régimes internationaux susceptibles de définir les règles de la mondialisation pour les années à venir.

Cette conférence internationale vise à réunir un groupe d'experts universitaires et de praticiens de diverses sphères (économique, politique, société civile) afin de nourrir un riche débat sur les trois initiatives transrégionales évoquées ci-dessus : TPP, T-TIP et accord Canada-U.E.

Nous faisons appel à des propositions issues de diverses disciplines – sciences économiques, science politique, sociologie, relations internationales, études culturelles – qui nous permettront de mieux comprendre les origines et les enjeux de ce qui est par définition un objet interdisciplinaire.

Les propositions (300 mots) devront être envoyées avant le 15 juillet 2014. La réponse du comité scientifique sera transmise au plus tard début août 2014.

Contact: valerie.peyronel@univ-paris3.fr et jbvelut@univ-paris3.fr

**Dynamics and stakes of new cross-regional free trade agreements:
Europe, North America and Asia**

International conference organized by the **CERVEPAS/CREW EA4399**
(Research Center on the Economies of the English-speaking world)

<http://cervepas.univ-paris3.fr>

<http://www.univ-paris3.fr/ea-4399-center-for-research-on-the-english-speaking-world-crew--23046.kjsp>

Université Sorbonne Nouvelle Paris 3 – November 21-22, 2014

The rise of cross-regional trade agreements has become a defining trend of the current international trade system. Over the past few years, a dozen countries in Southeast Asia and the Western Hemisphere, representing more than 40% of world GDP, have participated in the negotiations of the Transpacific Partnership (TPP), a “next generation” agreement that covers

a wide range of non-tariff barriers and regulatory issues. In 2013, the United States and the European Union (EU) jump-started the negotiations of the Transatlantic Trade and Investment Partnership (T-TIP), a long-held project to facilitate trade and harmonize regulatory issues between the two superpowers. The will to strengthen transatlantic economic ties was also in full display when the EU and Canada completed a cross-regional free trade agreement in 2013.

This international conference at the Sorbonne Nouvelle University of Paris will analyze the political, economic and social implications of the recent trend of cross-regionalism in today's rapidly-changing international political economy. The very nature of regionalism has dramatically changed since the 19th century, renewing economic and political debates on its intrinsic characteristics. While some waves of regionalism arguably contributed to boosting international trade flows and were therefore considered to be inherent to the process of globalization – e.g. at the end of the 19th century or a century later – other cycles were designed to fragment the global economy into different economic blocs (based on colonial empires or geopolitical alliances during the Cold War). Should the current wave of cross-regionalism be interpreted as the final stage of a global trading regime or a protectionist retreat from globalization, the advent of a “gated globe” as *The Economist* magazine infers?

What are the systemic, statist and societal forces behind this phenomenon? Some analysts have revived hegemonic stability theory to interpret this development as the logical outcome of structural changes in the world economy, with the rise of China allegedly undermining the open trade regime built under American hegemony. Others have focused on the state level and interpreted cross-regionalism as a new geopolitical chess game. Yet others have examined the mobilization of domestic and transnational actors to see cross-regional agreements as the latest phase of global capitalism, a “double movement” or a “new class war” pitting business interests against people's social needs. These various perspectives raise the issue of the place and the role of the economies of the English-speaking world in the current reconfigurations.

Understanding the origins and stakes of contemporary free trade agreements is all the more vital to the extent that they include a wide array of “behind the border” provisions – from the protection of intellectual property rights to government procurement rules, phytosanitary and sanitary standards, labor rights and environmental regulation, data privacy etc. – that raise a lot of questions on the tensions between capitalism and democracy. Thus, the debates on the welfare effects of regionalism can no longer be confined to simple dichotomies opposing trade creation vs. trade diversion or free trade vs. protectionism. Given the economic significance of the trading partners involved, cross-regional free trade agreements truly operate as institutionalizing processes, as international regimes that may set the rules of globalization for years to come.

This international conference seeks to gather a panel of academic experts and practitioners from various spheres (politics, business and civil society) to provide a stimulating discussion on the three cross-regional initiatives mentioned above (TPP, T-TIP and Canada-EU FTA). We invite contributions from various fields – economics, political science, sociology, international relations, cultural studies, etc. – to understand the origins and stakes of what is in essence an interdisciplinary subject.

Proposals (300 words) should be sent by July 15, 2014. The authors will be notified of the peer-review by no later than early August.

Contact: valerie.peyronel@univ-paris3.fr and jbvelut@univ-paris3.fr